

vons marcher sur les brisées du Canada. Gardons notre dignité, et voici une question qui intéresse réellement la dignité du pays. Je n'aurai pas de difficulté à expliquer à mes collègues pourquoi je suis favorable à ce crédit. Je ne discute pas les motifs du motionnaire de l'amendement. Je ne doute pas qu'il ne puisse justifier son attitude aussi bien, sinon mieux, que moi. Mais, nous avons décidé d'envoyer un plénipotentiaire à Washington, et nous devons lui donner une demeure qui fasse honneur au pays qu'il représente. Il n'importe guère, peut-être, que nous soyons propriétaires ou locataires, mais, en dernière analyse, je crois qu'il vaut mieux acheter. J'espère que ce crédit sera adopté et que cette question ne sera pas mise aux voix, lorsque la dignité du Canada est si vivement intéressée.

L'hon. M. RYCKMAN: Si, étant donné notre dette, on demandait à quiconque en dehors de cette enceinte de payer ce demi-million, on serait traité d'insensé. Aucun homme d'affaires, considérant la situation actuelle du pays, ne songerait à faire un placement comme celui-ci aujourd'hui. L'une des raisons invoquées,—la même qui est souvent donnée à celui qui veut acheter un immeuble au-dessus de ses moyens,—est que "cette propriété va augmenter de valeur". Lorsqu'un homme pense qu'une propriété doit prendre de la valeur, il dit qu'il va se lancer dans l'immeuble. Les Canadiens ne veulent pas que le Gouvernement devienne un agent d'immeubles à Washington. Cette remarque m'est inspirée par un article qui a paru aujourd'hui dans les journaux de Toronto. Une enquête du département des Douanes se poursuit actuellement à Toronto. Le percepteur des douanes, un libéral fort respectable, M. Bertram, dit à la commission que, comme Toronto n'a pas d'entrepôt d'examen convenable, le pays perd des sommes considérables. De plus, M. Bertram a déclaré, au cours de son témoignage, hier, que s'il appliquait la loi—je suis heureux que le ministre des Douanes (M. Euler) soit à son siège—comme il a eu l'ordre de le faire, le port de Toronto serait ruiné en deux semaines. Le commissaire en chef Brown lui a dit: "Eh bien, vous le devriez pour faire entendre raison au pays" ou d'autres paroles dans ce sens, exhortant le percepteur d'appeler l'attention de la Chambre et du Gouvernement sur la nécessité de procurer le local voulu. Le ministre des Travaux publics (M. Elliott) et son sous-ministre savent que le local est insuffisant à cet endroit. Le ministre n'ignore pas que beaucoup d'argent est perdu parce que des importations ne sont pas examinées et ne sont frappées d'aucun droit. Mais il est prêt à en-

gager \$500,000 à Washington dans un édifice qui, dit-il peut augmenter de valeur.

Je crois que le premier ministre (le très honorable Mackenzie King) sera surpris quand il lira, demain, les deux discours qu'il a prononcés au cours du débat. Il a débuté en disant: "Nous devons agir ainsi pour faire bonne figure devant les Américains, et gagner leur bonne opinion" ou en d'autres termes "tenir tête aux Jones". Cette manière d'agir a ruiné bien des familles et ruinera toute nation. Plus loin il dit: "Depuis quand avons-nous commencé à prendre des leçons des Etats-Unis?" Voilà les gens de qui il veut gagner la bonne opinion en construisant un édifice avec une façade, tout en disant en même temps: "Oh! nous ne copions pas les Américains, nous copions l'Angleterre". Je puis dire au premier ministre que le peuple américain n'aura pas de respect pour la nation canadienne si, dans notre situation financière actuelle, nous empruntons de l'argent—et c'est la simple vérité—pour acheter cet édifice à Washington. Souvenons-nous des promesses que nous avons faites quand nous avons demandé le suffrage des électeurs lors des dernières élections. Dans bien des cas ce n'étaient pas de vaines promesses; je pense que lorsque les membres de la Chambre des communes ont fait des promesses ils comptaient les tenir et l'une d'elles était l'économie. Nous avons dit aux électeurs: "Nous croyons que si jamais il est arrivé une période où l'économie la plus sévère et la plus stricte doit être pratiquée, c'est bien maintenant, et le Canada devrait avoir un gouvernement qui administre économiquement les affaires du pays et évite des dépenses inutiles au peuple". Tous ceux dont nous prison l'opinion ont prêché la pratique de l'économie au pays; les présidents de banque, les gérants de grandes institutions financières, et ainsi de suite, et voici une occasion de pratiquer l'économie. Cependant, on nous demande de nous précipiter dans cette dépense déraisonnable et injustifiable. Avons-nous jamais eu un représentant à Washington? Oui. Nous en avons eu trois ou quatre et l'un ou l'autre d'entre eux—sans vouloir faire de personnalités—se comparait favorablement à Son Excellence, titulaire actuel du poste. Pendant la guerre, nous avions une commission d'hommes d'affaires à Washington. C'était nécessaire car les affaires étaient alors considérables entre le Canada et les Etats-Unis; elles étaient plus importantes qu'elles ne le seront d'ici longtemps. Quels étaient ces représentants? Lloyd Harris, un collègue du directorat de Vincent Massey, de la compagnie Massey-Harris et président de plusieurs autres compagnies; J. Allen Ross, président de la compagnie Wrigley; Ross McMaster, président de la Steel